



Montreuil, le 10 décembre 2025

Une gauche désunie provoque des reculs majeurs du droit de la santé et de nos missions d'accompagnement à 13 voix !

La Fédération CGT Santé Action sociale déplore les conséquences désastreuses de la loi de financement de la Sécurité sociale votée hier soir, grâce à des voix d'une gauche désunis, trahissant ainsi les intérêts des usager·ères, des patient·es et des professionnel·les.

Ce PLFSS constitue une attaque frontale contre notre système de santé et de protection sociale. Ce n'est pas un choix politique assumé de sacrifier la santé publique au dogme de l'austérité.

Alors que des milliards sont accordés sans contreparties au patronat, l'Etat fait payer la facture aux malades, aux salariés, aux familles et aux personnels soignants.

Ce qui est sûr, c'est que la somme des mesures d'économie voulues pour le gouvernement sur le budget de la Sécurité sociale est à confronter à l'augmentation du budget des armées de +7 milliards. Madame Vautrin, ex-ministre de la Santé, a trouvé 7 milliards d'euros en changeant de ministère !!! La fédération a depuis longtemps résumé sa position dans le slogan « *de l'argent pour la Sécu pas pour les obus !* » L'actualité nous donne raison.

Ce budget accentuera :

- Les inégalités territoriales d'accès aux soins,
- La précarisation des populations, l'épuisement des équipes hospitalières et médico-sociales,
- Le renoncement aux soins par manque d'argent.

Le vote de ce budget est un choix politique lourd de conséquences : c'est celui de l'abandon du droit fondamental à la santé et de l'accompagnement des plus fragiles.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale appelle, au contraire, à :

- Un financement pérenne et massif de l'hôpital public avec un Ondam compris entre 4 et 7 % pour maintenir l'existant et développer la qualité des prises en charges.
- La reconnaissance et l'amélioration des conditions de travail de l'ensemble des personnel·les,
- La suppression de toute logique d'économie et de sanctions financières,
- La garantie d'un véritable accès aux soins pour toutes et tous, sans distinction de revenus ni de territoires.

Le droit à la santé n'est pas une dépense, c'est un investissement pour la vie.

La CGT appelle l'ensemble des députés et sénateurs à prendre leurs responsabilités lors des prochaines étapes parlementaires.

Nous refusons la sélection par l'argent de l'accès aux soins et la pression financière sur les personnels pour défendre un système de santé humain, solidaire et universel.

Le budget présenté par le gouvernement est en totale opposition avec ces revendications élémentaires pour la défense du droit de tous à se faire soigner, pour la défense de la Sécurité sociale de 1945 dont nous commémorons cette année le 80^{ème} anniversaire.